

# ÉNERGIE & ENVIRONNEMENT

# 3

Qualité de l'air.....	62
Énergie.....	66
Effet de serre.....	70

## Emissions globales en France

Le Citepa, qui constitue l'organisme de référence en la matière, calcule chaque année les émissions de polluants qu'émettent sur l'ensemble du territoire national les différents secteurs de l'économie (industrie, résidentiel, tertiaire, agriculture, transports, etc.). Ces calculs sont conduits conformément au protocole dit «Coralie/ Secten» (pour SECTeurs économiques et ENergie). Comme l'indique le Citepa, les séries sont « **régulièrement révisées et complétées afin de tenir compte de l'amélioration permanente des connaissances, des méthodes d'estimation et des règles de restitution** ».

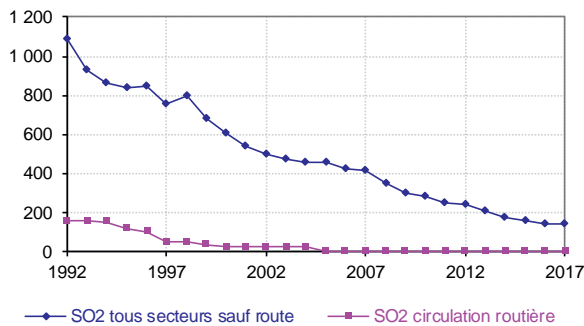
Les séries publiées par le Citepa correspondent à des **calculs** (conduits selon des protocoles rigoureux et réglementaires). Il ne s'agit donc pas de mesures in situ. Cette précision apparaît utile car la confusion est parfois faite entre les deux types d'évaluation, l'une concernant les émissions calculées, l'autre les concentrations

mesurées dans l'air. Il va de soi que les émissions et les concentrations évoluent dans le même sens, en considérant des territoires étendus et des périodes suffisamment longues.

**Le secteur économique désigné ici par « circulation routière » concerne les émissions de tous les véhicules (voitures, poids lourds, deux-roues, immatriculations françaises et étrangères) sur le territoire français métropolitain** (dans le système Secten, ce secteur est désigné par « transport routier », terme ambigu car il est généralement réservé au transport routier de marchandises).

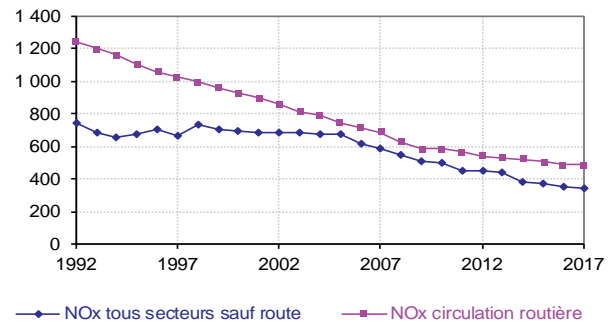
Les graphiques ci-après permettent de comparer les masses émises et leurs évolutions, respectivement par la circulation routière et par tous les autres secteurs économiques (production d'énergie, industrie, résidentiel et tertiaire, agriculture, etc.).

### ► Emissions de SO<sub>2</sub> (milliers de tonnes)



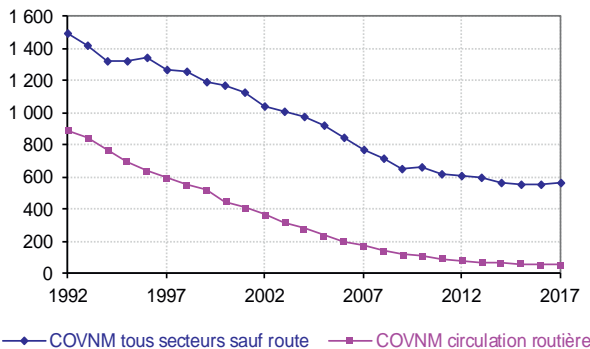
Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Emissions de NOx (milliers de tonnes)



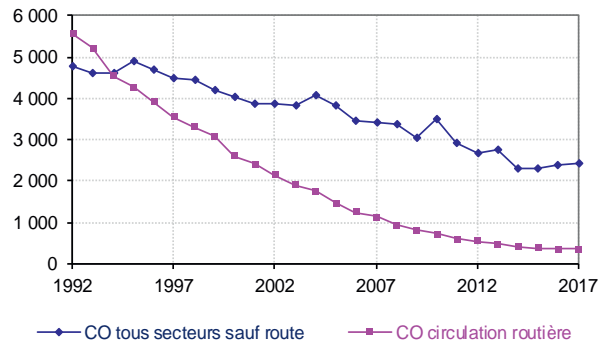
Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Emissions de COV non méthaniques (milliers de tonnes)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Emissions de CO (milliers de tonnes)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

Les plafonds d'émissions nationaux imposés aux États au titre de la pollution transfrontière à longue distance (protocole dit « de Göteborg ») ont été revus en mai 2012, sous forme d'une réduction en 2020 par rapport à l'année de référence 2005. Le tableau ci-dessous indique l'évolution des émissions pendant

les dix dernières années ainsi que les nouveaux objectifs fixés à la France. Ces objectifs, sont déjà atteints en termes de SO<sub>2</sub>, COVNM et particules. Par contre, le plafond en NOx demeure le plus dur à respecter.

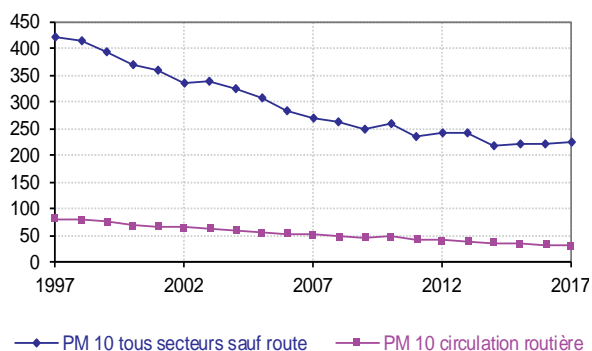
### ► Emissions totales et plafonds d'émissions pour 2020 (milliers de tonnes)

	2005	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2020
SO <sub>2</sub>	458	354	300	279	249	240	211	173	162	140	143	206
NOx	1 417	1 178	1 092	1 078	1 015	987	970	900	875	842	829	708
COVNM	1 164	857	772	771	709	684	670	628	615	608	616	663
PM 2,5	260	217	206	214	186	191	192	167	168	170	172	190

Sources : CITEPA ; Commission européenne

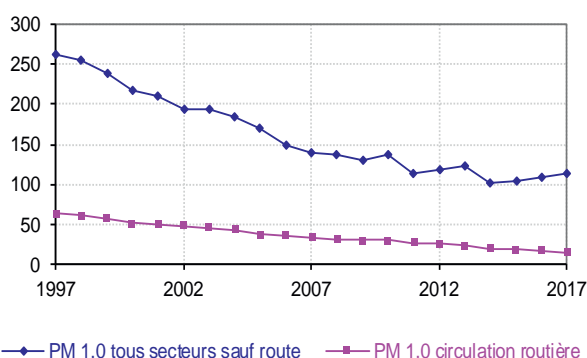
## Emissions globales en France

### ► Emissions de PM 10 (milliers de tonnes)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Emissions de PM 1,0 (milliers de tonnes)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

Les graphiques précédents sont relatifs :

- aux quatre principaux **polluants chimiques** : dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), oxydes d'azote (NOx, somme pondérée du monoxyde NO et du dioxyde NO<sub>2</sub>), composés organiques volatils hors méthane (COVNM), monoxyde de carbone (CO) ;

- aux **particules** (PM, en anglais particulate matter), parmi lesquelles on distingue les PM10 de « diamètre » inférieur à 10 micromètres, les PM2,5 de diamètre inférieur à 2,5 micromètres et les PM1,0 de diamètre inférieur à 1 micromètre. *Les masses de ces trois catégories ne doivent pas être additionnées, puisque la masse des PM10 englobe celles des catégories de dimensions inférieures, et ainsi de suite.*

Quels que soient les polluants considérés (chimiques ou particulaires), les émissions totales et celles de la circulation routière

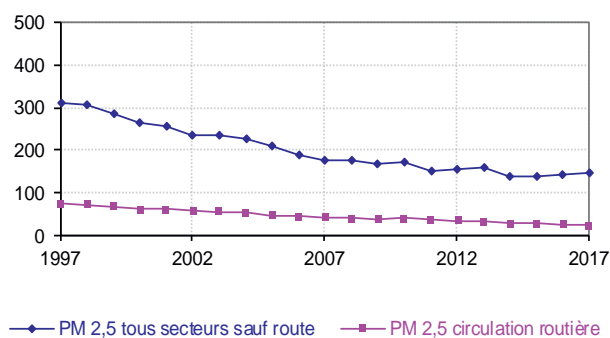
### ► Pourcentage des émissions de la circulation routière dans le total des émissions

	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
SO <sub>2</sub>	12%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	1%	1%
NOx	62%	54%	53%	54%	54%	56%	55%	55%	58%	58%	58%	59%
COVNM	35%	18%	16%	15%	14%	13%	12%	11%	10%	9%	9%	9%
CO	47%	25%	22%	21%	17%	17%	17%	15%	15%	14%	13%	13%
PM 10	16%	16%	15%	16%	15%	16%	15%	14%	14%	14%	13%	12%
PM 2,5	19%	20%	19%	19%	19%	20%	18%	17%	18%	17%	15%	14%
PM 1,0	19%	20%	19%	19%	19%	20%	18%	16%	17%	15%	14%	12%

Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

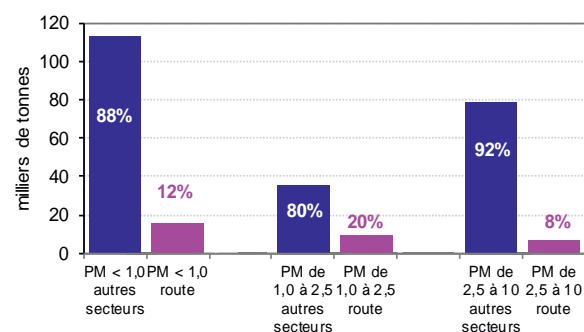
A l'exception des NOx, la route est très minoritaire dans les émissions comme l'indique le tableau ci-dessus. Le SO<sub>2</sub> routier a

### ► Emissions de PM 2,5 (milliers de tonnes)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Masse de particules émises en 2017 par fractions granulaires et répartition entre route et autres secteurs pour chaque fraction



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

sont en décroissance depuis près de vingt ans. Pour la circulation routière, cette décroissance est due à la sévèrisation progressive des normes « euro » (voir pages 55 à 58), et notamment à la généralisation des dispositifs de capture ou de retraitement des particules des moteurs diesel (dont les filtres à particules).

L'histogramme ci-dessus illustre la masse des émissions de particules pour les trois classes granulaires, ainsi que leur répartition en pourcentages entre la circulation routière et les autres secteurs. Les émissions de la circulation routière résultent de la combustion du gazole ainsi que des phénomènes d'attrition et d'usure (chaussées, pneus, freins, etc.). Les particules inférieures à 1 micromètre sont pratiquement toutes issues de la combustion du gazole.

pratiquement disparu depuis 2005, du fait des nouvelles teneurs en soufre des carburants.

## Concentration en polluants - Exemple de l'Île de France

L'association Airparif mesure depuis 1979 les concentrations en polluants sur l'ensemble de la région Ile-de-France. Le réseau comporte une soixantaine de stations, réparties en stations : «trafic», «urbaines et périurbaines», «rurales», plus quelques stations «industrielles» et «d'observation». Airparif dispose en France des plus longues séries de mesures de qualité de l'air, c'est pourquoi l'Ile-de-France est ici choisie comme exemple.

Les tableaux et graphiques ci-dessous retracent l'évolution des

concentrations des principaux polluants (moyennes arithmétiques des concentrations annuelles des différentes stations).

Les oxydes d'azote comportent le monoxyde NO, polluant « primaire » (90% des oxydes d'azote à la sortie des pots d'échappement), et le dioxyde NO<sub>2</sub>, produit de l'oxydation de NO par l'ozone de l'air. On les consolide sous l'expression NOx qui équivaut à : NO<sub>2</sub> + 46/30 x NO (46/30 étant le rapport des masses moléculaires).

### ► Stations trafic (pollution de proximité)

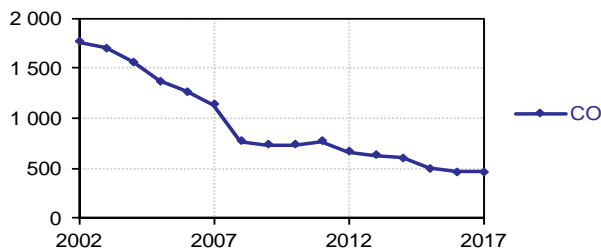
Les stations « trafic » ou « de proximité automobile » sont disposées en bordure immédiate d'axes de circulation très fréquentés et mesurent donc les concentrations de polluants avant leur dispersion dans l'air. Les concentrations en monoxydes de carbone

CO et d'azote NO, polluants primaires, sont donc révélatrices des progrès des moteurs. Le NOx est l'un des critères pris en compte dans les normes « euro », (voir les pages 55 à 58).

	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Concentration en monoxyde de carbone (moyennes horaires annuelles) (microg / m<sup>3</sup>)</b>												
CO	4 033	1 133	767	733	733	767	667	633	600	500	467	<b>467</b>
Nombre de stations	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
<b>Concentration en monoxyde d'azote et en oxydes d'azote (moyennes horaires annuelles) (microg / m<sup>3</sup>)</b>												
NO	242	114	107	110	94	98	92	92	87	84	86	<b>82</b>
NOx	450	257	245	255	224	228	220	212	200	194	196	<b>188</b>
Nombre de stations	5	6	6	6	8	8	9	11	12	13	11	13

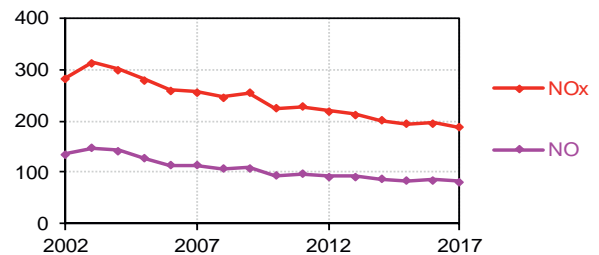
Source : Airparif

### ► Ile de France : stations de proximité : concentration en monoxyde de carbone (microg/m<sup>3</sup>)



Source : Airparif

### ► Ile de France : stations de proximité : concentration en oxydes d'azote (microg/m<sup>3</sup>)



Source : Airparif

### ► Agglomération parisienne : stations urbaines et périurbaines (pollution de fond)

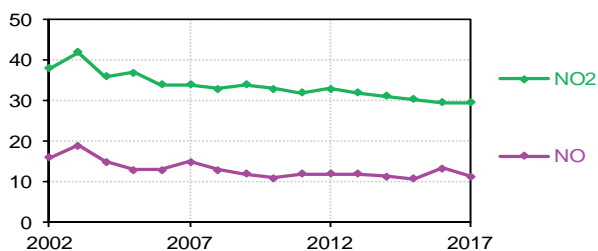
Les stations « urbaines et périurbaines » ou « de fond » mesurent la qualité de l'air ambiant, tel que nous le respirons habituellement.

Le NO est en grande partie oxydé par l'ozone de l'air et transformé en dioxyde d'azote NO<sub>2</sub>.

	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Concentration en oxydes d'azote (moyennes horaires annuelles) (microg / m<sup>3</sup>)</b>												
NO <sub>2</sub>	54	34	33	34	33	32	33	32	31	30	30	<b>30</b>
NO	31	15	13	12	11	12	12	12	11	11	13	<b>11</b>
NOx (soit NO <sub>2</sub> + 46/30 NO)	102	57	54	53	50	51	52	51	49	47	50	<b>50</b>
Nombre de stations	18	24	24	24	24	24	26	25	26	25	24	25

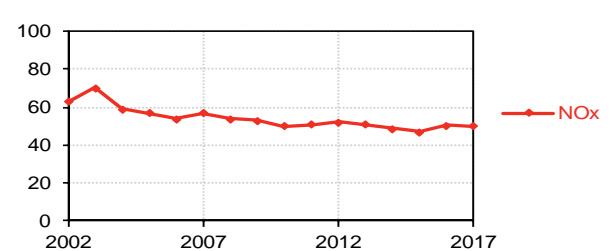
Source : Airparif

### ► Agglomération parisienne : concentrations en oxydes d'azote (microg/m<sup>3</sup>)



Source : Airparif

### ► Agglomération parisienne : concentrations en oxydes d'azote NOx (microg/m<sup>3</sup>)



Source : Airparif



## Concentration en polluants - Exemple de l'Île de France

### ► Agglomération parisienne : stations urbaines et périurbaines (pollution de fond)

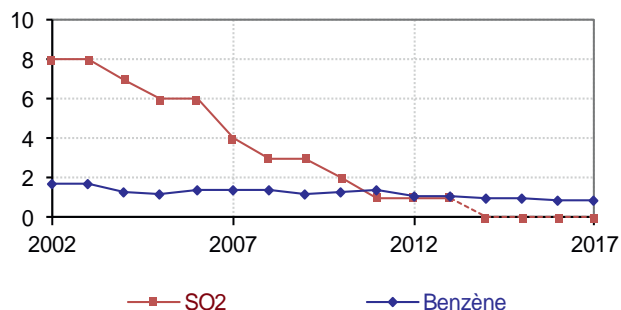
	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Concentration en benzène (moyennes horaires annuelles) (microg / m3)</b>												
<b>Benzène</b>	5,4	1,4	1,4	1,2	1,3	1,4	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	<b>0,9</b>
Nombre de stations	5	8	10	10	10	10	10	9	10	10	9	8
<b>Concentration en particules (moyennes horaires annuelles) (microg / m3)</b>												
<b>Particules (fumées noires)</b>	19	17	14	13	12	12	11	11	10	10	10	<b>9</b>
Nombre de stations	29	3	4	4	4	4	4	4	4	4	3	4
<b>Particules (PM 10)</b>		28	24	28	26	27	25	24	21	21	20	<b>20</b>
Nombre de stations		13	13	13	13	12	12	11	11	11	11	11
<b>Particules (PM 2,5)</b>		21	16	20	18	17	16	17	14	13	13	<b>12</b>
Nombre de stations		4	4	4	4	4	4	4	5	6	6	5
<b>Concentration en dioxyde de soufre (moyennes horaires annuelles) (microg / m3)</b>												
<b>SO<sub>2</sub></b>	14	4	3	3	2	1	1	1	nd *	nd *	nd *	<b>nd *</b>
Nombre de stations	30	8	8	7	5	3	3	3	3	3	3	3

PM 10 et PM 2,5 : changement de méthode de mesure en 2007

(\*) inférieur à la limite de détection de l'analyseur

Source : Airparif

### ► Agglomération parisienne : concentrations en benzène et en dioxyde de soufre (microg/m<sup>3</sup>)



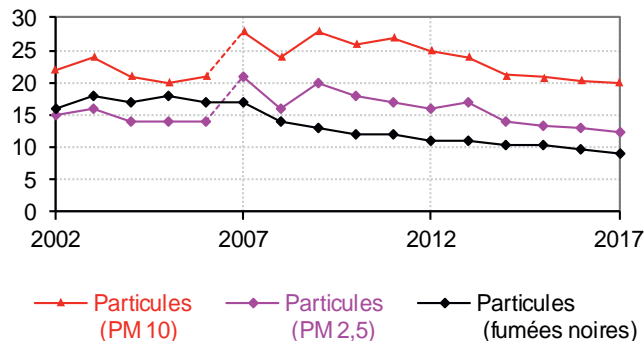
Source : Airparif

Ces quelques aperçus mettent en évidence la tendance à une décroissance généralisée des concentrations en polluants en Île-de-France.

En remontant plus loin dans le passé, et quoique les dispositifs et les protocoles de mesure aient évolué, on verrait que les concentrations en CO, SO<sub>2</sub> et particules diminuent régulièrement depuis plusieurs décennies.

Les concentrations en oxydes d'azote (émis principalement par la circulation routière) diminuent depuis 1997 conjointement aux émissions unitaires des véhicules, au fur et à mesure de l'entrée en vigueur des normes « euro » successives et du renouvellement du parc, alors que la circulation est stabilisée à Paris depuis vingt-cinq ans et n'augmente pratiquement plus dans le reste de

### ► Agglomération parisienne : concentrations en particules (microg/m<sup>3</sup>)



Source : Airparif

l'Île-de-France. Après l'augmentation très nette des oxydes d'azote en 2016, liée probablement aux évolutions de la circulation routière dans Paris, le niveau des NOx est resté constant en 2017.

Le décret n° 2002-213 du 15 février 2002 a fixé comme objectifs de qualité les valeurs suivantes (moyennes annuelles en microg/m<sup>3</sup>) :

NO<sub>2</sub> : 40

PM10 : 30

SO<sub>2</sub> : 50

Benzène : 2

Ces objectifs sont tous respectés en 2017 en pollution de fond.

## Consommation d'énergie

### ► Energie, définitions, méthodes et unités

Les définitions, méthodes d'évaluation, unités de mesure et coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie sont régis par des conventions internationales. Des « bilans énergétiques » annuels sont établis par chaque État selon une méthodologie conventionnelle de comptabilité énergétique du type « ressources-emplois » analogue à celle utilisée en comptabilité nationale. En France, ces bilans sont établis par le SDES, qui les a révisés significativement à plusieurs reprises, mais publie des séries homogénéisées.

L'unité de mesure la plus utilisée dans les bilans énergétiques nationaux et les comparaisons internationales est la **tonne équivalent pétrole (tep)**, le pétrole étant la source d'énergie la plus utilisée. La conversion en tep de l'énergie électrique issue des centrales (exprimée en MWh) résulte de conventions internationales, auxquelles la France se conforme depuis 2001. C'est ainsi que le mégawatt-heure (MWh) vaut conventionnellement 0,086 tep (ou encore 1 tep = 11,6 MWh).

### ► Consommation d'énergie en France

On distingue la consommation d'**énergie primaire** (ou ressources) et la consommation d'**énergie finale** (emplois par les utilisateurs finals). La différence entre les deux provient de la consommation propre de la « branche énergie » (usages internes, conversions de rendement, pertes).

La consommation finale se décompose elle-même en consommation finale énergétique et consommation finale non-énergétique (ressources incorporées dans des produits finis).

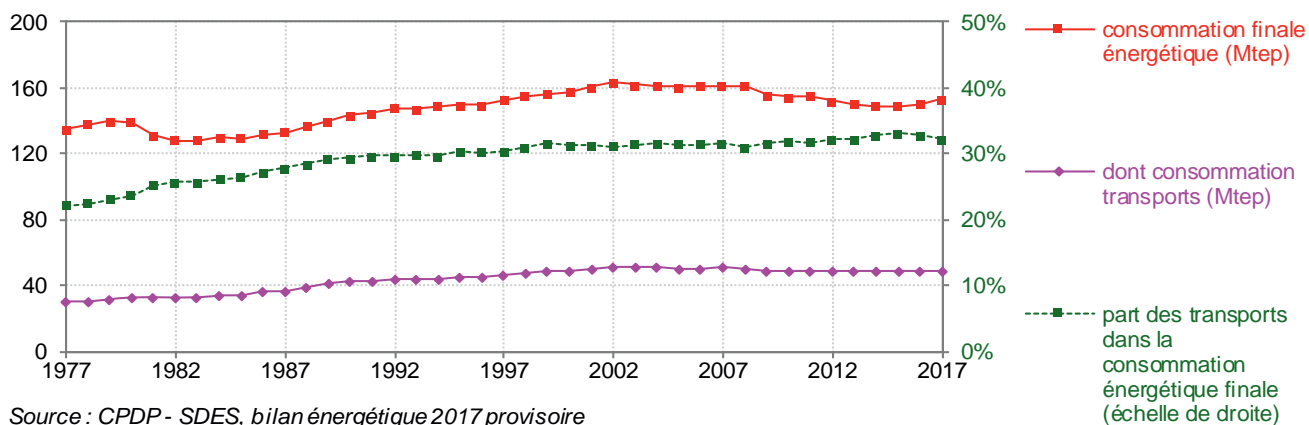
La **consommation d'énergie finale** représente environ **62%** de la **consommation d'énergie primaire**.

### ► Consommation d'énergie et ratios

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Energie primaire (millions de tep)</b>	<b>274</b>	<b>273</b>	<b>261</b>	<b>263</b>	<b>266</b>	<b>260</b>	<b>256</b>	<b>246</b>	<b>250</b>	<b>246</b>	<b>248</b>
<b>Energie finale (millions de tep)</b>											
Energie finale "énergétique"	161	162	156	155	155	152	151	149	149	150	<b>154</b>
dont E finale transports (tous types d'énergies)	51	50	49	49	49	49	49	49	49	49	<b>49</b>
dont E finale circulation routière	43	42	42	42	42	41	41	41	42	42	<b>42</b>
Energie finale "non énergétique"	15	14	12	12	12	14	13	14	13	13	<b>14</b>
<b>Energie finale, produits pétroliers (millions de tep)</b>											
Produits pétroliers, E finale "énergétique"	72	70	68	65	66	62	61	61	61	55	<b>54</b>
dont produits pétroliers, E finale transports	48	49	48	48	48	48	48	48	49	49	<b>48</b>
Produits pétroliers, E finale "non énergétique"	13	12	11	11	11	13	12	13	12	11	<b>13</b>
<b>Ratios (pourcentages)</b>											
E finale énergétique / E primaire	59%	59%	60%	59%	58%	59%	59%	61%	60%	61%	<b>62%</b>
E finale transports / E finale énergétique	31%	31%	32%	32%	32%	32%	32%	33%	33%	33%	<b>32%</b>
E finale circulation routière / E finale énergétique	27%	26%	27%	27%	27%	27%	27%	28%	28%	28%	<b>27%</b>
E finale transports / E primaire	19%	18%	19%	19%	19%	19%	19%	20%	20%	20%	<b>20%</b>
prod. pétroliers transports / prod. pétroliers total	67%	69%	71%	73%	73%	77%	78%	78%	80%	89%	<b>89%</b>

Source : CPDP - SDES, bilan énergétique 2017 provisoire et conjonctures énergétiques 2017

### ► Consommation d'énergie finale (millions de tep)



Source : CPDP - SDES, bilan énergétique 2017 provisoire

La consommation d'énergie finale des transports représente environ 32% de la consommation totale.

Elle était pratiquement stabilisée depuis dix ans à environ 50 millions de tep ; on observe une légère décroissance depuis 2016.

## Consommation d'énergie

Le tableau et le graphique ci-dessous concernent la consommation d'énergies fossiles. Celles-ci ne représentent en France que 48,3% de l'énergie primaire, le reste étant constitué pour l'essentiel d'énergie hydraulique et d'énergie nucléaire.

### ► Consommation d'énergies fossiles (millions de tep)

	1990 (*)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Approvisionnement</b>												
Pétrole	89	90	88	85	82	81	79	80	79	80	77	80
Gaz	25	38	40	38	42	37	38	39	33	35	38	38
Charbon	19	13	12	11	12	10	11	13	9	9	9	9
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>142</b>	<b>140</b>	<b>134</b>	<b>136</b>	<b>128</b>	<b>128</b>	<b>132</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>128</b>
<i>Dont consommation non énergétique</i>	12	15	14	12	12	12	14	13	14	13	13	14
<b>Consommation d'énergie primaire énergétique</b>												
Pétrole	81	78	77	74	70	72	67	60	60	59	58	60
Gaz	24	39	39	37	39	39	37	38	36	34	37	37
Charbon	19	13	12	11	11	10	11	12	9	8	8	9
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>129</b>	<b>128</b>	<b>123</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>115</b>	<b>110</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>106</b>

(\*) 1990, année de référence du "protocole de Kyoto".

Source : SDES, bilan énergétique 2017 provisoire

### ► Répartition des émissions de CO<sub>2</sub> entre les combustibles fossiles (pourcentages approximatifs\*\*)

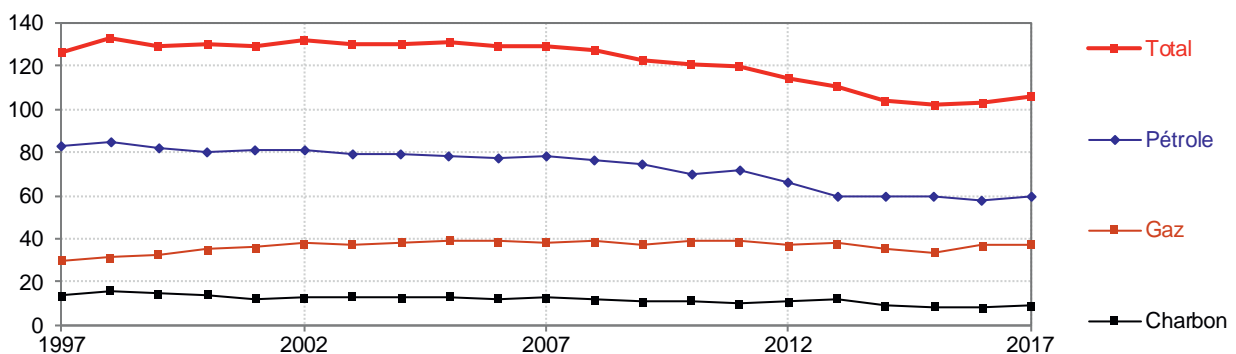
	1990 (*)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Pétrole	65%	63%	63%	64%	61%	63%	61%	60%	63%	60%	58%	60%
Gaz	15%	24%	24%	24%	26%	26%	26%	26%	26%	24%	29%	29%
Charbon	20%	14%	13%	12%	13%	11%	13%	14%	11%	15%	12%	11%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

(\*) 1990, année de référence du "protocole de Kyoto".

(\*\*) ces estimations indicatives ne sauraient se substituer à celles du Citepa, organisme officiel chargé d'estimer les émissions annuelles.

Source : calculs URF d'après SDES et CPDP

### ► Combustibles fossiles : consommation d'énergies primaires hors usages non-énergétiques (millions de tep)



Source : CPDP, SDES, bilan énergétique 2017 provisoire

La consommation d'énergies fossiles est restée pratiquement constante de 1990 à 2008, le gaz se substituant progressivement au charbon et le pétrole restant stable. L'année 2009 a connu une

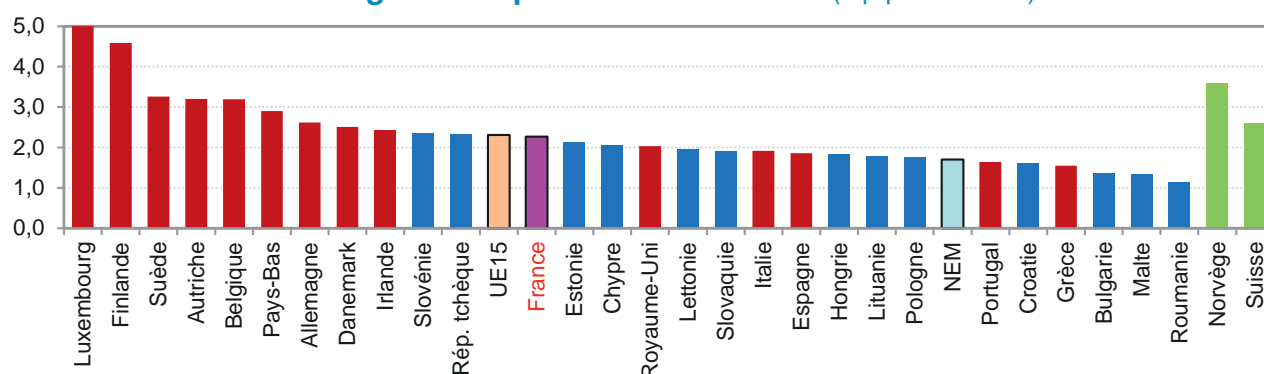
baisse significative du fait de la crise économique ; cette baisse s'est poursuivie jusqu'en 2013, la consommation se stabilisant depuis cette date.

## Consommation d'énergie finale en fonction de la population et du PIB

	sigle		Population (millions d'habitants)	Consommation d'énergie finale (millions de tep)	PIB en 2016 (milliards d'euros)	Energie (tep par habitant)	Energie (tep par M€ de PIB)
UE15	BE	Belgique	11,4	36	423	3,2	86
NEM	BG	Bulgarie	7,1	10	48	1,4	201
NEM	CZ	République tchèque	10,6	25	177	2,3	140
UE15	DK	Danemark	5,7	14	277	2,5	52
UE15	DE	Allemagne	82,8	216	3 144	2,6	69
NEM	EE	Estonie	1,3	3	21	2,1	134
UE15	IE	Irlande	4,8	12	276	2,4	42
UE15	EL	Grèce	10,8	17	174	1,6	96
UE15	ES	Espagne	44,3	82	1 119	1,9	74
UE15	FR	France	64,9	147	2 229	2,3	66
NEM	HR	Croatie	4,2	7	46	1,6	143
UE15	IT	Italie	60,6	116	1 681	1,9	69
NEM	CY	Chypre	0,9	2	18	2,1	96
NEM	LV	Lettonie	2,0	4	25	2,0	153
NEM	LT	Lituanie	2,8	5	39	1,8	132
UE15	LU	Luxembourg	0,6	4	53	6,8	76
NEM	HU	Hongrie	9,8	18	114	1,8	157
NEM	MT	Malte	0,4	1	10	1,3	57
UE15	NL	Pays-Bas	17,1	50	703	2,9	70
UE15	AT	Autriche	8,8	28	353	3,2	80
NEM	PL	Pologne	38,0	67	426	1,8	156
UE15	PT	Portugal	9,8	16	185	1,6	87
NEM	RO	Roumanie	19,6	22	170	1,1	131
NEM	SI	Slovénie	2,1	5	40	2,4	121
NEM	SK	Slovaquie	5,4	10	81	1,9	128
UE15	FI	Finlande	5,5	25	216	4,6	117
UE15	SE	Suède	10,0	33	465	3,3	70
UE15	UK	Royaume-Uni	65,8	134	2 396	2,0	56
	UE 15	Union européenne à 15	403	930	13 694	2,3	68
	NEM	Nouveaux Etats membres (13)	104	177	1 215	1,7	146
	UE 28	Union européenne à 28	507	1108	14 909	2,2	74
	NO	Norvège	5,3	19	336	3,6	56
	CH	Suisse	8,4	22	604	2,6	36

Source : Eurostat, traitements URF

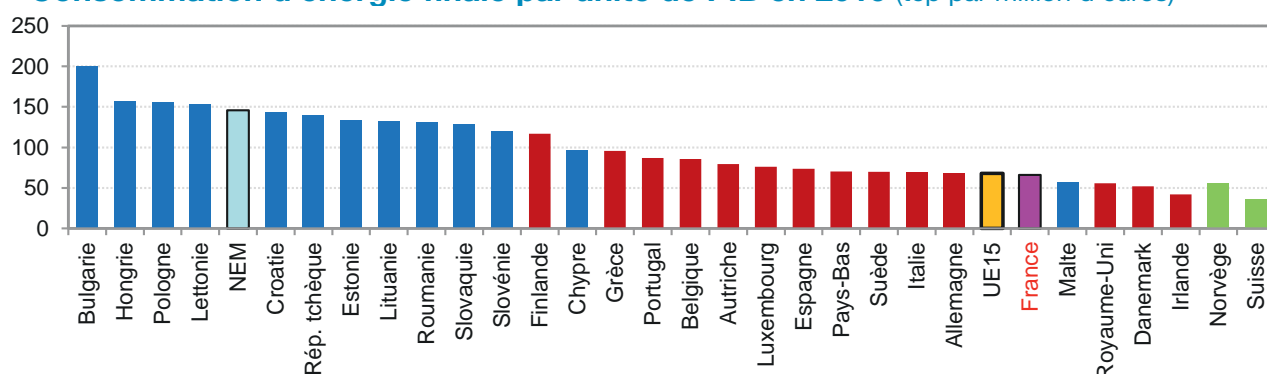
### Consommation d'énergie finale par habitant en 2016 (tep par habitant)



Source : Eurostat, traitements URF

(Le Luxembourg est hors échelle)

### Consommation d'énergie finale par unité de PIB en 2016 (tep par million d'euros)



Source : Eurostat, traitements URF

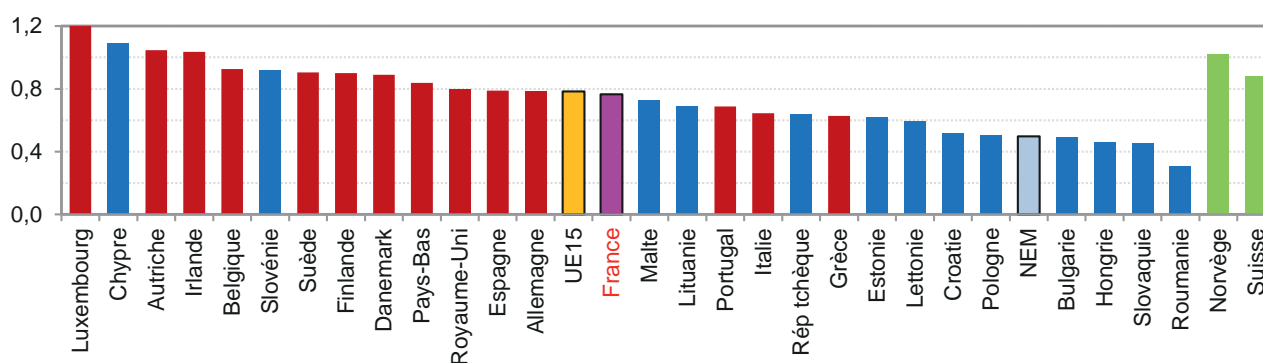


## Consommation d'énergie finale dans les transports

	sigle		Population (millions d'habitants)	Consommation d'énergie finale en transports (millions de tep)	PIB en 2016 (milliards d'euros)	Energie en transports (tep par habitant)	Energie en transports (tep par M€ de PIB)	Energie transports / énergie totale
UE15	BE	Belgique	11,4	11	423	0,9	25	29%
NEM	BG	Bulgarie	7,1	3	48	0,5	73	36%
NEM	CZ	République tchèque	10,6	7	177	0,6	38	27%
UE15	DK	Danemark	5,7	5	277	0,9	18	35%
UE15	DE	Allemagne	82,8	65	3 144	0,8	21	30%
NEM	EE	Estonie	1,3	1	21	0,6	38	29%
UE15	IE	Irlande	4,8	5	276	1,0	18	43%
UE15	EL	Grèce	10,8	7	174	0,6	39	40%
UE15	ES	Espagne	44,3	35	1 119	0,8	31	42%
UE15	FR	France	64,9	50	2 229	0,8	22	34%
NEM	HR	Croatie	4,2	2	46	0,5	47	33%
UE15	IT	Italie	60,6	39	1 681	0,6	23	34%
NEM	CY	Chypre	0,9	1	18	1,1	51	53%
NEM	LV	Lettonie	2,0	1	25	0,6	46	30%
NEM	LT	Lituanie	2,8	2	39	0,7	51	38%
UE15	LU	Luxembourg	0,6	2	53	4,1	46	60%
NEM	HU	Hongrie	9,8	5	114	0,5	40	25%
NEM	MT	Malte	0,4	0	10	0,7	32	55%
UE15	NL	Pays-Bas	17,1	14	703	0,8	20	29%
UE15	AT	Autriche	8,8	9	353	1,0	26	33%
NEM	PL	Pologne	38,0	19	426	0,5	45	29%
UE15	PT	Portugal	9,8	7	185	0,7	36	42%
NEM	RO	Roumanie	19,6	6	170	0,3	36	27%
NEM	SI	Slovénie	2,1	2	40	0,9	47	39%
NEM	SK	Slovaquie	5,4	2	81	0,5	31	24%
UE15	FI	Finlande	5,5	5	216	0,9	23	20%
UE15	SE	Suède	10,0	9	465	0,9	19	28%
UE15	UK	Royaume-Uni	65,8	53	2 396	0,8	22	39%
	UE 15	Union européenne à 15	403	315	13 694	0,8	23	34%
	NEM	Nouveaux Etats membres (13)	104	52	1 215	0,5	43	29%
	UE 28	Union européenne à 28	507	367	14 909	0,7	25	33%
	NO	Norvège	5,3	5	336	1,0	16	28%
	CH	Suisse	8,4	7	604	0,9	12	34%

Source : Eurostat ; traitements URF

### ► Consommation d'énergie finale en transport par habitant en 2016 (tep par habitant)



Source : Eurostat, traitements URF

(Le Luxembourg est hors échelle)

**L'énergie finale** est l'énergie effectivement livrée aux consommateurs (carburant, électricité, gaz, etc.). Elle se distingue de l'énergie primaire, ensemble des produits énergétiques avant transformation, issus de ressources nationales ou importées (pétrole, charbon, énergies renouvelables, énergie nucléaire). L'unité de mesure la plus courante est la tonne-équivalent-pétrole (tep).

La consommation d'énergie d'un État dépend de la population et du niveau de vie, c'est pourquoi il est habituel de l'exprimer en

tep par habitant et en tep par unité de PIB (ici le million d'euros). Les disparités entre États sont évidentes, notamment entre l'Union à 15 et les nouveaux États membres. Si les PIB étaient exprimés en SPA (standard de pouvoir d'achat), les différences seraient atténuées.

Par rapport à l'énergie finale, l'énergie consommée **dans les transports** représente 34% dans l'UE 15 et 29% dans les NEM, cette différence tenant essentiellement au taux de motorisation.

## Emissions globales en France

La communauté internationale cherche à limiter l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, considérée comme responsable d'un « changement climatique ». Elle organise périodiquement des rencontres au cours desquelles sont examinés l'état des connaissances et les dispositions à prendre. Après le protocole de Kyoto, en 1997, qui prévoyait - entre autres dispositions - l'engagement des pays industrialisés de diminuer leur production globale de GES, soient six gaz : CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, HFC, PFC et SF<sub>6</sub>, les objectifs de réduction ont été revus à la baisse en 2009 puis en octobre 2014.

L'année de référence est l'année 1990, et l'objectif de réduction pour l'Union européenne, dans son ensemble, a été porté à 20% pour 2020 et 40% pour 2030. Chaque pays s'est vu fixer un objectif de réduction.

Le Citepa (voir page 62) calcule les émissions annuelles de GES selon le « format » Coralie-Secten, exprimées en tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent. Les tableaux ci-dessous et les graphiques ci-contre fournissent un aperçu des valeurs ainsi calculées. On a distingué ici les émissions dues à la circulation routière et celles dues à tous les autres secteurs d'activité.

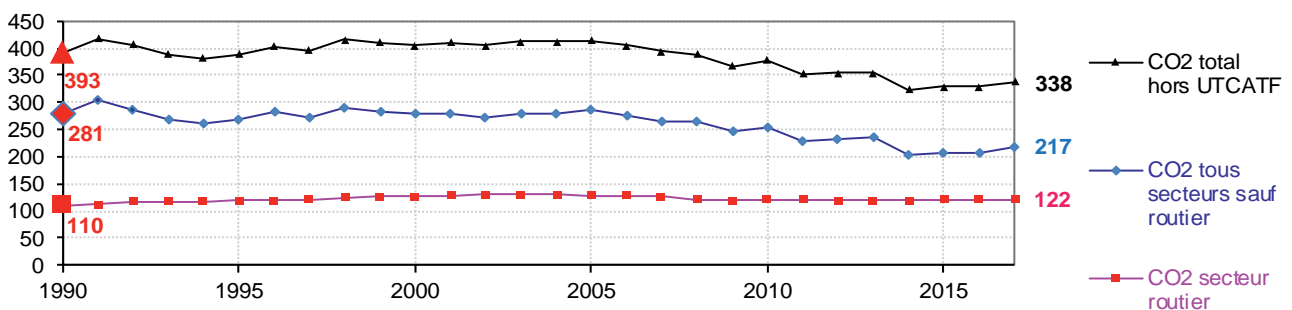
Le nouveau format de calcul « Secten » utilisé depuis 2007 correspond sensiblement au périmètre technique des engagements internationaux de la France (dont le protocole de Kyoto). C'est ainsi que les émissions et les absorptions (puits de carbone) résultant, selon la formule officielle, de l'« Utilisation des Terres. Changement d'Affectation des Terres et Foresterie » (UTCATF) ont été exclues des bilans.

### ► Emissions de CO<sub>2</sub> hors UTCATF

	1990	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Emissions totales</b> (millions de tonnes de CO <sub>2</sub> )	393	388	395	388	368	379	353	354	355	324	328	330	<b>338</b>
<b>Emissions de la circulation routière</b> (millions de tonnes de CO <sub>2</sub> )	110	119	127	120	119	122	122	120	120	120	121	121	<b>122</b>
<b>Pourcentage des émissions de la circulation routière</b>	28%	31%	32%	31%	32%	32%	35%	34%	34%	37%	37%	37%	<b>36%</b>

Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Emissions de CO<sub>2</sub> hors UTCATF (millions de tonnes de CO<sub>2</sub>)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

en rouge, valeurs en 1990, année de référence du protocole dit "de Kyoto".

La circulation routière émet presque exclusivement du CO<sub>2</sub> (et accessoirement du HFC, gaz réfrigérant utilisé pour la climatisation). Les émissions de CO<sub>2</sub> sont directement proportionnelles à la consommation de carburants pétroliers, constitués en quasi-totalité par des hydrocarbures saturés (alcanes) qui comportent dans leur masse 75% à 84% de carbone. A l'issue de la combustion, le carbone des carburants se retrouve presque intégralement dans les gaz d'échappement, combiné à l'oxygène de l'air sous forme de dioxyde de carbone CO<sub>2</sub>, ou de monoxyde de carbone CO qui se transforme en CO<sub>2</sub>.

On peut donc considérer qu'un moteur émet autant de carbone qu'il en consomme sous forme de carburant (et 3,67 fois plus de

CO<sub>2</sub>, rapport des masses moléculaires).

Les consommations de carburants étant généralement exprimées en litres/100 km, et compte tenu des masses volumiques (densités) respectives :

- 1 litre d'essence consommé produit environ 2,35 kg de CO<sub>2</sub>
- 1 litre de gazole consommé produit environ 2,60 kg de CO<sub>2</sub>

Les émissions de CO<sub>2</sub> de la circulation routière avaient augmenté entre 1990 et 2001 ; depuis lors, elles sont quasi stables. Leur proportion dans les émissions globales est, en 2017, d'environ 36% (28% par rapport à l'ensemble des GES).

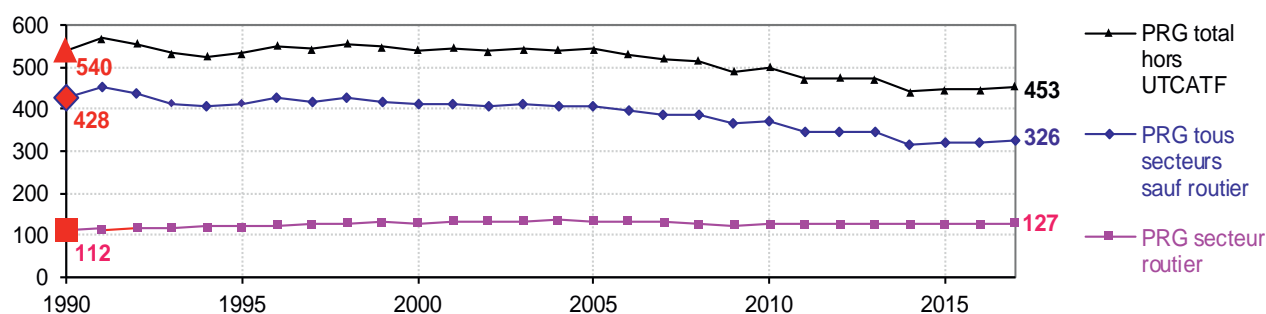
## Emissions globales en France

### ► Emissions de GES hors UTCATF

	1990	1995	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Emissions totales</b> (millions de tonnes de CO <sub>2</sub> équivalent)	540	533	520	514	490	499	472	473	472	442	446	445	<b>453</b>
<b>Emissions de la circulation routière</b> (millions de tonnes de CO <sub>2</sub> équivalent)	112	121	132	125	124	127	127	125	125	125	126	126	<b>127</b>
<b>Pourcentage des émissions de la circulation routière</b>	21%	23%	25%	24%	25%	25%	27%	26%	26%	28%	28%	28%	<b>28%</b>

Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

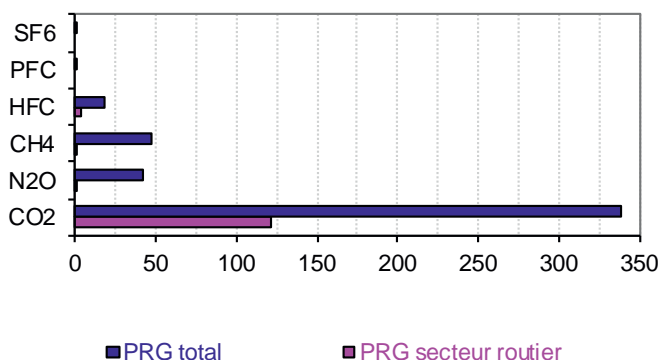
### ► Emissions de GES hors UTCATF (millions de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

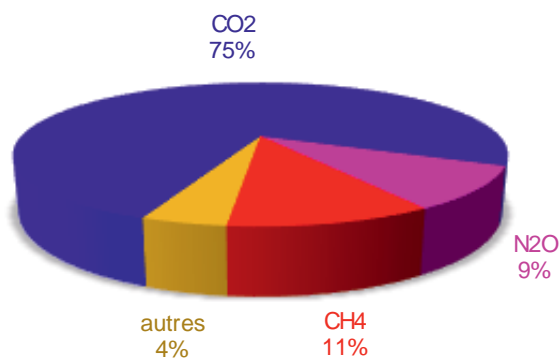
en rouge, valeurs en 1990, année de référence du protocole dit "de Kyoto".

### ► Emissions de gaz à effet de serre: potentiels de réchauffement global [PRG] en 2017 hors UTCATF (millions de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

### ► Contribution des gaz à effet de serre au PRG en 2017 hors UTCATF (pourcentages)



Source : CITEPA / format SECTEN - avril 2018

Les graphiques ci-dessus indiquent dans quelles proportions interviennent les différents GES au sein du « potentiel de réchauffement global » (PRG). Les émissions en volume de chacun des GES sont exprimées en « CO<sub>2</sub> équivalent ». Elles sont pondérées par leurs PRG calculés sur une période conventionnelle de cent ans : en effet, le potentiel de réchauffement dépend à la fois de l'activité du gaz et de sa durée de présence dans l'atmosphère.

Le choix d'une période conventionnelle plus courte renforcerait l'importance des autres GES par rapport au CO<sub>2</sub>. En effet, ces

gaz, en particulier le méthane CH<sub>4</sub>, sont beaucoup plus actifs que le CO<sub>2</sub> mais leur durée de présence est réputée plus courte.

Toutes ces données démontrent que les émissions totales décroissent régulièrement depuis plus de 10 ans en France : hors UTCATF, depuis 1990, les émissions de **CO<sub>2</sub>** ont **diminué de 14%** et les émissions de tous **GES** ont **diminué de 16%**. Les émissions de la circulation routière restent quant à elles quasi constantes depuis 10 ans.

# Effet de serre

## Emission globales en Europe

Au terme du protocole dit « de Kyoto », l'Union européenne à 15 s'était engagée collectivement à réduire de 8% ses émissions de GES entre la date de référence de 1990 et la moyenne de la période 2008-2012. L'amendement de Doha, en décembre 2012, a établi une seconde période d'engagement pour les années 2013-2020, avec un objectif de réduction de 20% pour l'Union européenne

dans son ensemble ; une répartition interne a ensuite été opérée entre tous les États de l'UE, chacun d'eux s'étant vu assigner un objectif particulier.

Les tableaux et graphiques ci-dessous montrent que l'UE dans son ensemble respectera bien l'objectif de Kyoto.

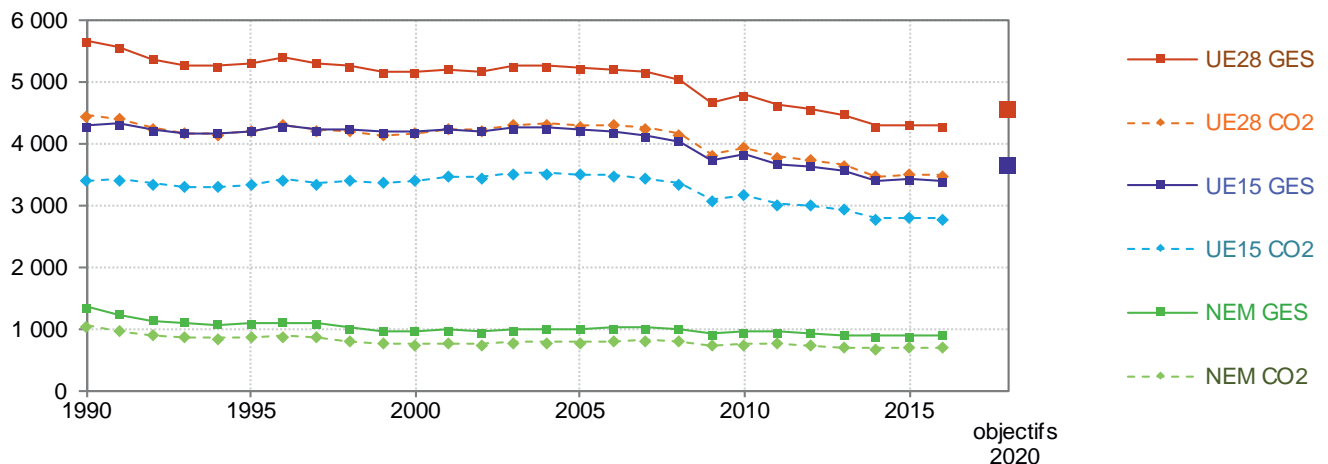
### ► Union européenne : émissions globales de GES et de CO<sub>2</sub> (hors UTCATF)

	1990	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	objectifs 2020
<b>Millions de tonnes de GES : potentiel de réchauffement global en CO<sub>2</sub> équivalent</b>												
Union européenne (15 Etats)	4 292	4 124	4 032	3 745	3 826	3 666	3 631	3 563	3 405	3 418	3 388	3 948
Nouveaux Etats membres (13)	1 354	1 030	1 006	928	952	958	930	903	883	894	903	
Union européenne (28 Etats)	5 646	5 154	5 038	4 673	4 779	4 624	4 561	4 465	4 288	4 311	4 291	5 194
<b>Millions de tonnes de CO<sub>2</sub></b>												
Union européenne (15 Etats)	3 400	3 432	3 354	3 081	3 175	3 026	2 996	2 938	2 782	2 803	2 780	
Nouveaux Etats membres (13)	1 060	821	800	734	759	764	736	709	690	698	709	
Union européenne (28 Etats)	4 460	4 253	4 154	3 815	3 934	3 790	3 733	3 646	3 471	3 501	3 489	

Source : AEE, traitements URF (hors UTCATF)

### ► Union européenne : émissions de GES et de CO<sub>2</sub> et objectifs 2020

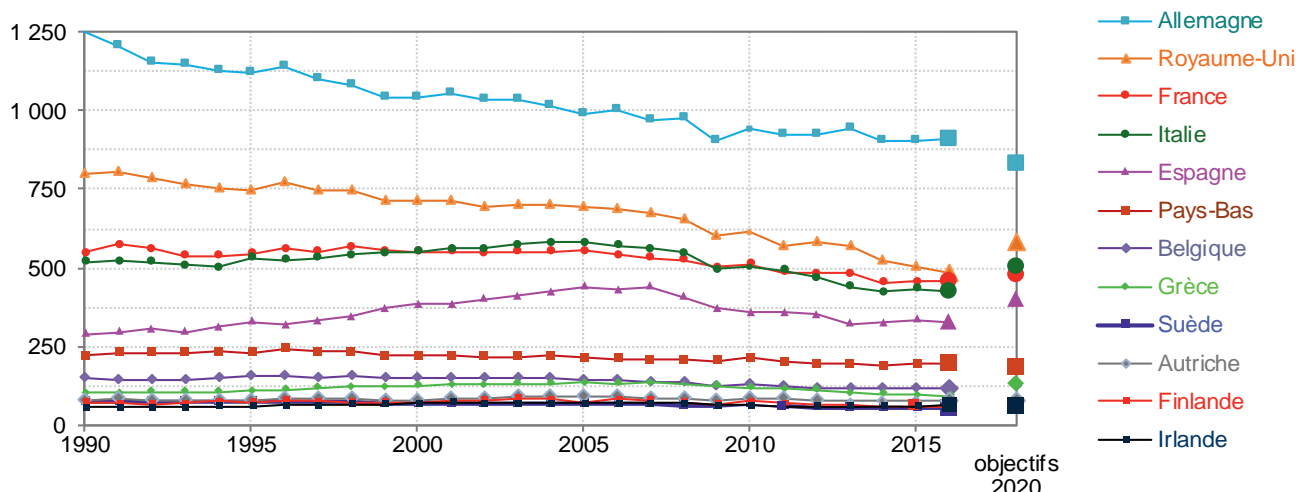
(potentiel de réchauffement global en millions de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent) hors UTCATF



Source : AEE, traitements URF

### ► Union européenne à 15 : émissions de GES et objectifs 2020

(potentiel de réchauffement global en millions de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent)



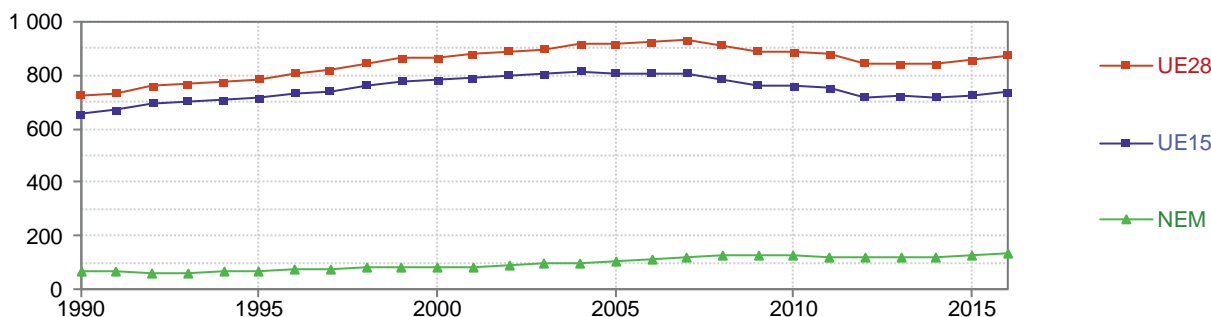
Source : AEE, traitements URF

## **Emission de CO<sub>2</sub> de la circulation routière en Europe**

Les graphiques ci-dessous indiquent l'évolution des émissions de CO<sub>2</sub> par la circulation routière dans l'ensemble de l'Union européenne, et dans un certain nombre d'États de l'UE 15. Les émissions sont quasi stables dans l'UE15, hormis en Allemagne, Espagne et Royaume-Uni. Elles ont également tendance à se stabiliser dans les nouveaux États membres, hormis en Pologne.

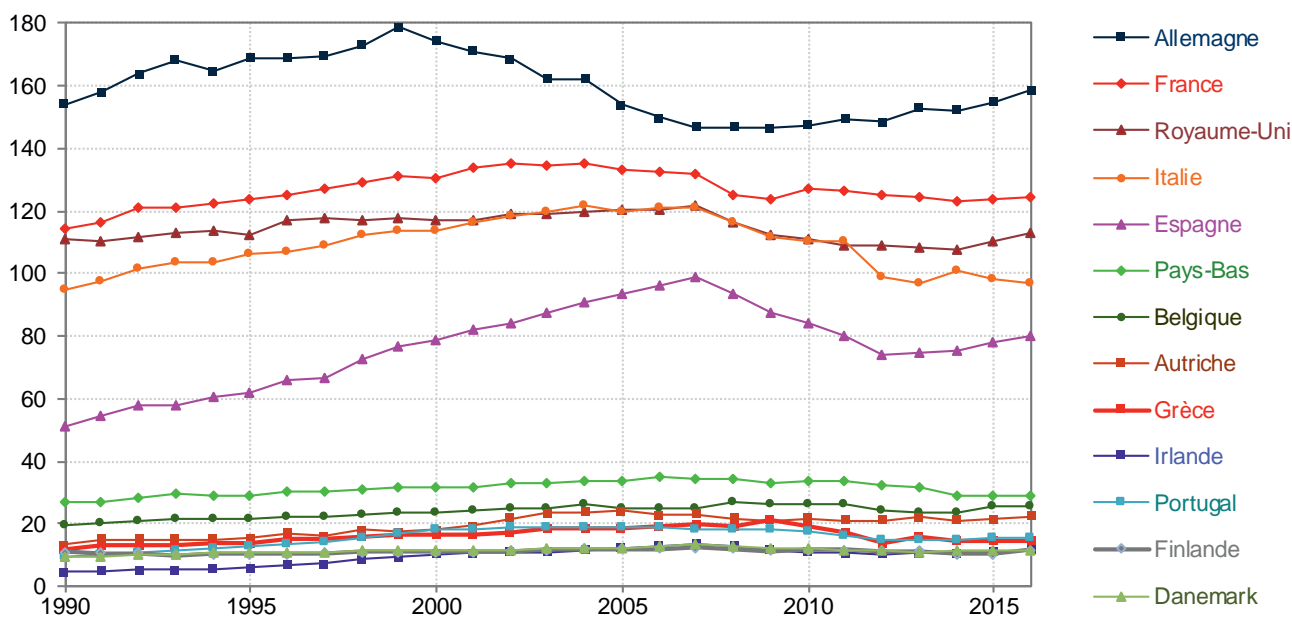
Le tableau de la page 74 fournit le détail, État par État, des émissions globales de CO<sub>2</sub> et de celles dues à la circulation routière en 2016. Il indique aussi quelques ratios (émissions par rapport à la population, au PIB, aux véhicules).

### ► Union européenne : émissions de CO<sub>2</sub> de la circulation routière (millions de tonnes de CO<sub>2</sub>)



Source : AEE, traitements URF

### ► Union européenne à 15 : émissions de CO<sub>2</sub> de la circulation routière (millions de tonnes de CO<sub>2</sub>)



Source : AEE, traitements URF



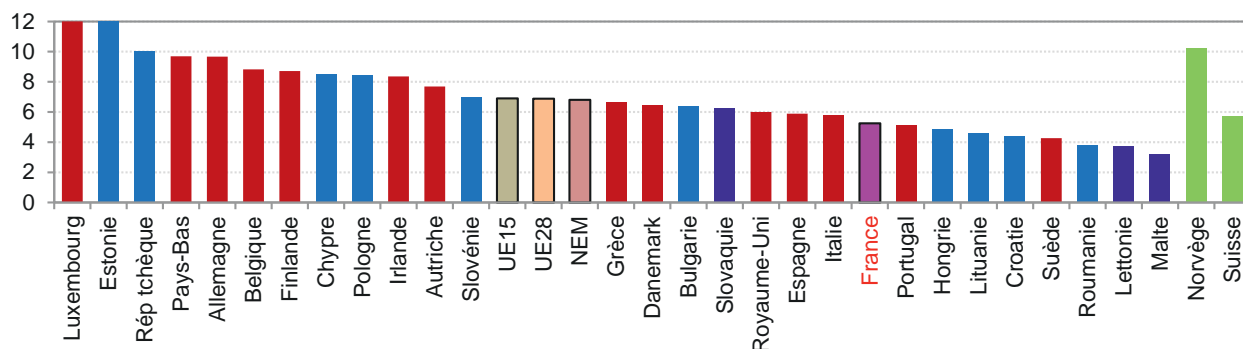
# Effet de serre

## Emission de CO<sub>2</sub>

	sigle		Population (millions d'habitants)	Emissions totales				Emissions de la circulation routière seule				
				Emissions de CO <sub>2</sub> (millions de tonnes)	PIB en 2016 (milliards d'euros)	Emissions de CO <sub>2</sub> (tonnes par habitant)	Emissions de CO <sub>2</sub> (tonnes par M€ de PIB)	Emissions de CO <sub>2</sub> (millions de tonnes)	Véhicules (millions)	Emissions de CO <sub>2</sub> (tonnes par habitant)	Emissions de CO <sub>2</sub> (tonnes par véhicule)	
UE15	BE	Belgique	11,4	100	423	8,8	237	25	6,6	2,2	4,0	
NEM	BG	Bulgarie	7,1	45	48	6,4	941	9	3,7	1,2	2,5	
NEM	CZ	Rép. tchèque	10,6	107	177	10,1	603	18	6,0	1,7	3,1	
UE15	DK	Danemark	5,7	37	277	6,5	134	12	2,9	2,1	4,2	
UE15	DE	Allemagne	82,8	802	3 144	9,7	255	159	50,4	1,9	3,3	
NEM	EE	Estonie	1,3	17	21	13,3	829	2	0,7	1,7	3,0	
UE15	IE	Irlande	4,8	40	276	8,4	145	12	2,5	2,4	5,1	
UE15	EL	Grèce	10,8	71	174	6,6	410	15	6,5	1,4	2,3	
UE15	ES	Espagne	44,3	261	1 119	5,9	233	80	28,5	1,8	3,0	
UE15	FR	France	64,9	340	2 229	5,2	153	124	39,5	1,9	3,2	
NEM	HR	Croatie	4,2	18	46	4,4	393	6	1,7	1,4	3,6	
UE15	IT	Italie	60,6	350	1 681	5,8	208	97	42,8	1,6	2,3	
NEM	CY	Chypre	0,9	7	18	8,5	401	2	0,6	2,3	3,3	
NEM	LV	Lettonie	2,0	7	25	3,7	291	3	0,8	1,5	4,0	
NEM	LT	Lituanie	2,8	13	39	4,6	340	5	1,4	1,8	2,5	
UE15	LU	Luxembourg	0,6	9	53	15,2	170	5	0,4	9,2	13,0	
NEM	HU	Hongrie	9,8	48	114	4,9	418	12	3,9	1,2	3,3	
NEM	MT	Malte	0,4	1	10	3,2	139	1	0,3	1,2	1,7	
UE15	NL	Pays-Bas	17,1	166	703	9,7	236	29	9,3	1,7	3,1	
UE15	AT	Autriche	8,8	67	353	7,7	191	23	5,8	2,6	4,4	
NEM	PL	Pologne	38,0	321	426	8,5	754	52	25,5	1,4	2,2	
UE15	PT	Portugal	9,8	50	185	5,1	271	16	4,8	1,6	2,8	
NEM	RO	Roumanie	19,6	75	170	3,8	442	16	6,5	0,8	2,8	
NEM	SI	Slovénie	2,1	14	40	7,0	356	6	1,2	2,7	4,8	
NEM	SK	Slovaquie	5,4	34	81	6,3	419	6	2,5	1,2	2,8	
UE15	FI	Finlande	5,5	48	216	8,7	222	12	4,0	2,2	3,2	
UE15	SE	Suède	10,0	43	465	4,3	92	16	5,4	1,6	3,0	
UE15	UK	Royaume-Uni	65,8	395	2 396	6,0	165	113	35,8	1,7	3,0	
UE 15	UE15		403	2 780	13 694	6,9	203	736	245	1,8	3,1	
NEM	NEM		104	709	1 215	6,8	583	137	55	1,3	2,6	
UE 28	UE28		507	3 489	14 909	6,9	234	873	300	1,7	3,0	
	NO	Norvège	5,3	54	336	10,3	161	10	2,7	2,0	3,3	
	CH	Suisse	8,4	48	604	5,7	79	15	4,8	1,8	3,1	

Source : AEE, traitements URF

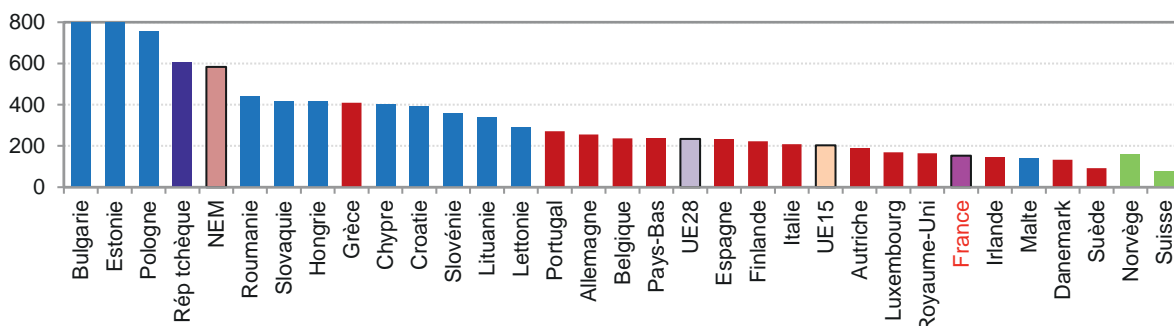
### ► Emissions globales de CO<sub>2</sub> par habitant en 2016 (tonnes par habitant)



Source : AEE, traitements URF

(Le Luxembourg et l'Estonie sont hors échelle)

### ► Emissions globales de CO<sub>2</sub> par unité de PIB en 2016 (tonnes par million d'euros)



Source : AEE, traitements URF

(La Bulgarie et l'Estonie sont hors échelle)

## Marché des quotas d'émissions de CO<sub>2</sub>

La directive européenne 2003/87 du 13 octobre 2003 transposée par l'ordonnance 2004-330 du 15 avril 2004 a institué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 un système communautaire d'échanges de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> (seul GES actuellement coté). Un « quota » correspond à 1 tonne de CO<sub>2</sub>. Ce marché s'adresse pour le moment à des industriels et à des producteurs d'énergie (environ 1 100 installations concernées en France) qui peuvent

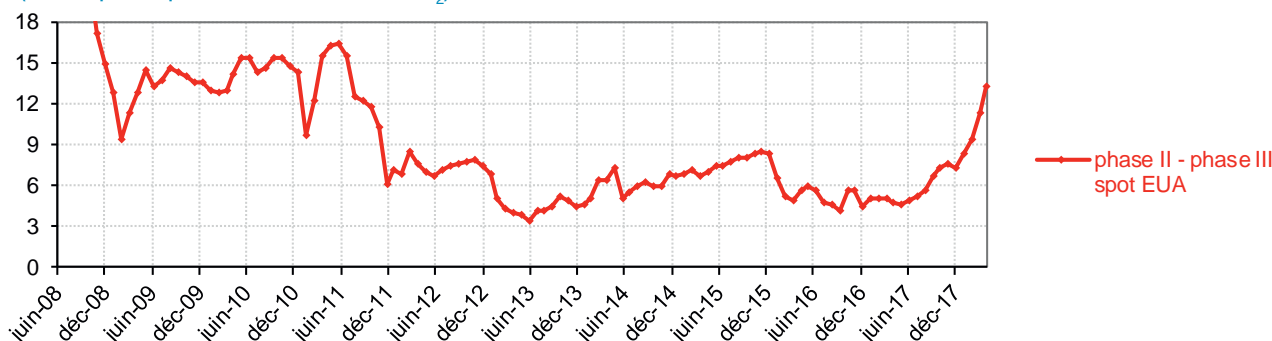
s'échanger des quotas en fonction de leurs besoins ou de leurs excédents par rapport à leur allocation annuelle. Il a été initialisé par le premier plan national d'allocation de quotas (PNAQ) pour la 1<sup>ère</sup> phase 2005-2007. La 2<sup>e</sup> phase était 2008-2012, référence des engagements de Kyoto, et la 3<sup>e</sup> phase est prévue de 2013 à 2020. Les cours de clôture moyens mensuels du marché au comptant sont retracés sur le tableau et le graphique ci-dessous.

### Marché à terme : cours de clôture moyens (euros par «quota» ou tonne de CO<sub>2</sub>)

	juin 2008	juin 2009	juin 2010	juin 2011	juin 2012	juin 2013	déc. 2013	juin 2014	déc. 2014	juin 2015	déc. 2015	juin 2016	déc. 2016	juin 2017	déc. 2017	avr. 2018
phases II et III Spot EUA	26,9	13,2	15,3	15,5	7,2	4,2	4,6	5,5	6,7	7,4	8,3	5,6	4,5	5,0	7,3	13,2

Source : European Energy Exchange (EEX)

### Marché du dioxyde de carbone : cours de clôture moyens mensuels (euros par «quota» ou tonne de CO<sub>2</sub>)



Source : European Energy Exchange (EEX)

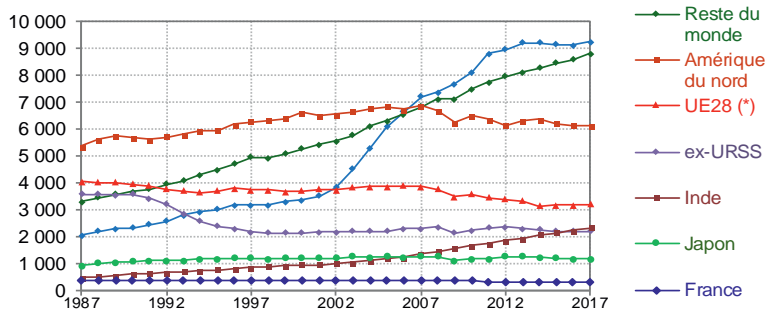
## Emissions mondiales de CO<sub>2</sub>

La répartition entre États et régions du monde des émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion des combustibles fossiles est retracée sur les graphiques ci-dessous : évolution depuis 1987 et répartition en 2017 (« puits » non compris). Ces chiffres peuvent différer légèrement des données officielles rassemblées et publiées par l'ONU, mais les ordres de grandeur et les tendances sont claires. On voit notamment que la part de l'Union européenne des vingt-huit (France comprise), qui représentait 22% des émissions en 1987,

n'en représente plus que 10,6% en 2017. Cette proportion est appelée à diminuer progressivement. **La France seule n'émet que 1% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>**. La Chine émet 27,6% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, plus que l'ensemble de l'Amérique du nord (USA, Canada, Mexique) et de l'ex-URSS. A signaler également l'Inde dont les émissions dépassent en 2017 celles de l'ex-URSS.

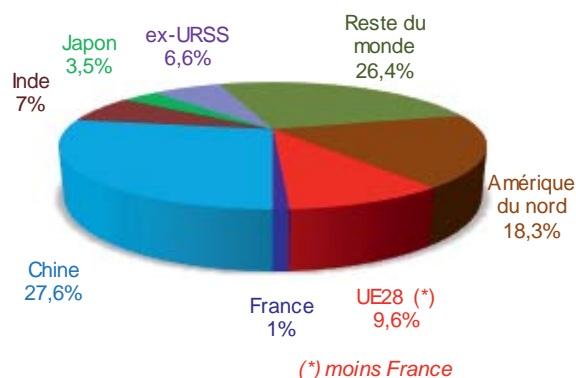
### Monde : émissions de CO<sub>2</sub> dues aux combustibles fossiles [pétrole, gaz et charbon] (millions de tonnes de CO<sub>2</sub>)

### Répartition des émissions de CO<sub>2</sub> en 2017



Source : BP statistical review world energy 2018

(\*) moins France



Source : BP statistical review world energy 2018

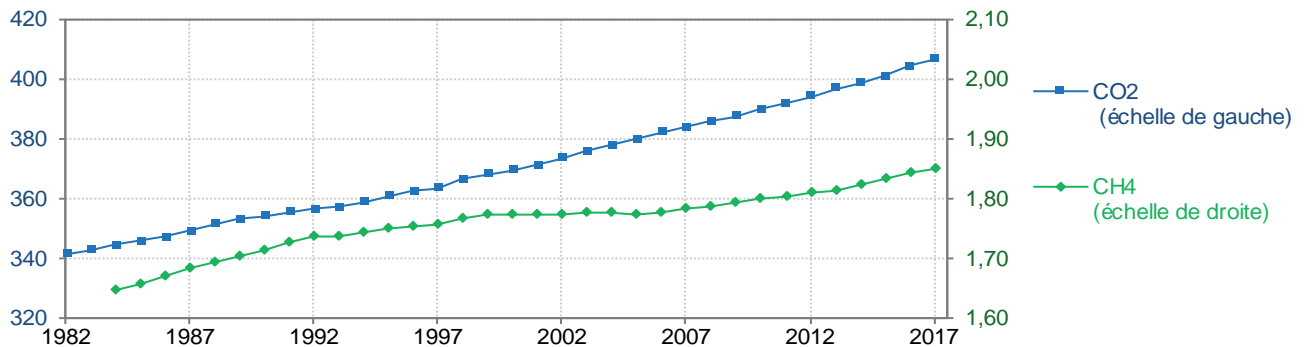
## Concentration de GES dans l'air

Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'air ambiant sont mesurées par différentes stations dispersées dans le monde entier. Parmi celles-ci, la plus connue est l'observatoire du Earth System Research Laboratory (ESRL) du National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) situé au sommet du volcan Mauna Loa (altitude 3 400 m) sur une île de l'archipel d'Hawaï. Cet emplacement est éloigné de l'influence de la végétation et

des activités humaines ; il fonctionne depuis plus de cinquante ans et procède notamment à des mesures de concentrations de GES dans l'air ambiant.

Les concentrations des deux principaux GES sont mesurées depuis 1959 pour le CO<sub>2</sub> et 1984 pour le CH<sub>4</sub>. L'évolution des concentrations en moyennes annuelles, exprimées en parties par million en volume (ppmv), sont retracées dans le graphique ci-dessous.

### Concentrations en GES mesurées à Mauna Loa (parties par million en volume ppmv)



Source : NOAA, MLO (Mauna Loa Observatory)

## Températures globales

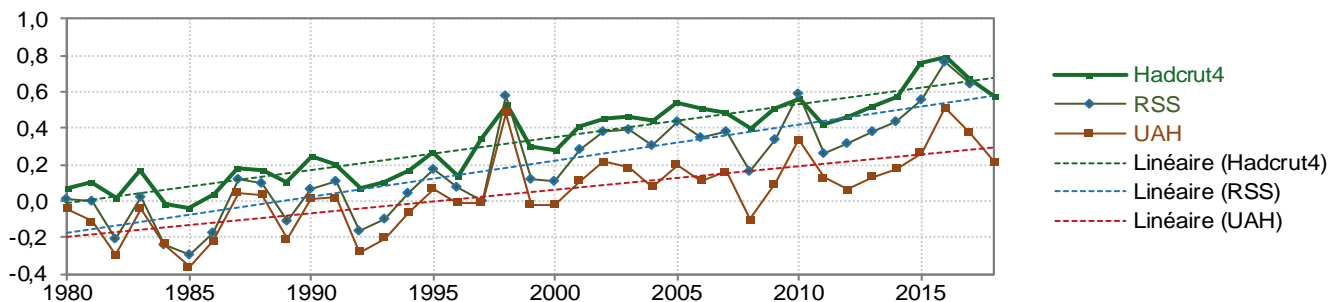
Il est intéressant de mettre en regard des évolutions précédentes l'évolution de la température moyenne de la basse troposphère (c'est-à-dire au voisinage du sol ou de la surface des océans). On dispose maintenant d'une série homogène de plus de trente-cinq années grâce à la NASA et à ses satellites dédiés, complétés par des ballons sondes. Les données sont traitées presque en temps réel notamment par trois organismes officiels qui font référence :

- L'Université d'Alabama à Huntsville (UAH) ; National Space Science and Technology Center (NSSTC) ;
- Le Remote Sensing System (RSS) à Santa Rosa (Californie), dont les recherches sont essentiellement soutenues par la NASA ;
- Le Hadley Center à Londres (qui complète avec des stations au sol).

Le graphique ci-dessous indique l'évolution de la température globale depuis 1980, selon ces trois organismes. Les zéros de référence sont les moyennes de températures sur des périodes différentes pour UAH (1981-2010), RSS (1979-1998) et Hadley (1961-1990), ce qui explique le décalage entre les courbes. Mais les tendances observées sur les lignes en pointillés sur le graphe sont analogues.

Les écarts annuels à ces moyennes sont exprimés en degrés Celsius. Les deux pics de 1998 et 2010 sont généralement attribués au phénomène périodique dit « El Niño Southern Oscillation, ENSO » particulièrement intense ces années-là.

### Températures globales (écarts par rapport à la moyenne d'une période de référence ; degrés celsius)



Sources : University of Alabama, Remote Sensing System (California), Hadley Center (UK) (pour 2018 : les 3 premiers mois de l'année)